

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 164

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Pour les départements, le numéro, 15 centimes.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Les souscripteurs dont l'abonnement est expiré sont priés de le renouveler, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans l'envoi du journal.

SOMMAIRE : Du principe d'association. La véritable association est autre chose qu'une agglomération de capitaux. — Socialisme pratique. — Des idées socialistes depuis Socrate jusqu'à nos jours. — Les banques départementales et les comptoirs d'escompte doivent devenir des caisses de dépôts volontaires. — Inventions et découvertes. — La chanson des rues. — Le message du président. — Courrier de la Semaine. — Affaires de Rome.

DU PRINCIPE D'ASSOCIATION.

II. La véritable association est autre chose qu'une agglomération de capitaux.

On a beaucoup parlé d'association depuis une vingtaine d'années; on a étrangement abusé du mot et de la chose. Des spéculateurs sans vergogne ont organisé des sociétés en commandite de toute espèce, et nous avons été témoins de scandales sans nom, nous avons assisté aux hideuses saturnales de l'agiotage.

Hâtons-nous donc de déclarer que l'association, telle que l'entendent les socialistes, n'a rien de commun avec la commandite pratiquée à la façon de Robert-Macaire.

La commandite, application fautive et incomplète d'un excellent principe, n'est point née de nos jours d'un sentiment de justice et de solidarité, n'a point été adoptée pour établir l'ordre, l'unité, la concorde et la paix dans les relations économiques.

La commandite a été engendrée par la grande maladie de l'époque, la fièvre chaude du lucre; elle a été inspirée par le mauvais génie de la spéculation, conçue dans un esprit de lutte et organisée pour la lutte. La commandite n'a point mis fin à la guerre industrielle; elle n'a fait que changer la tactique et la stratégie, que substituer les batailles rangées aux escarmouches, les combats de masses aux combats singuliers.

La nécessité absolue de produire à bon marché et de vendre au rabais, pour être à même de lutter contre les compétiteurs nationaux ou étrangers, a amené forcément la création de grands ateliers, de grandes usines, de grands magasins, de grandes boutiques. Dans cette guerre offensive et défensive de la concurrence universelle, guerre de tous contre chacun et de chacun contre tous, guerre sans repos ni trêve, sans pitié ni merci, celui-là est hors d'état de tenir la campagne et de se défendre qui ne dispose pas d'immenses capitaux. Si la victoire, dans l'industrie, échappe souvent aux plus honnêtes, aux plus actifs et aux plus capables, elle est toujours assurée aux plus riches, à ceux qui peuvent résister plus longtemps, supporter les frais d'une guerre d'extermination.

La commandite n'a été qu'un moyen de recruter et de concentrer d'énormes capitaux, pour rendre la concurrence plus formidable, la guerre plus meurtrière.

Cette guerre civile de l'industrie, comme toutes les guerres, a d'abord ruiné et épuisé les moins forts ou les moins riches; mais elle a été surtout funeste aux classes laborieuses qui fournissaient des soldats à tous les partis, et elle a fait périr sur les champs de bataille de la concurrence des milliers de salariés. Les ouvriers ont été armés par le capital, enrégimentés, puis lancés les uns contre les autres; ils ont combattu avec acharnement, au profit exclusif des entrepreneurs, contre la cause sacrée du travail, contre leurs propres frères; ils ont combattu, hélas! pour consommer leur propre asservissement et pour se donner des maîtres. — Vainqueurs; ils ne devaient point être admis à participer au butin; vaincus, ils étaient abandonnés sans pitié. Guerre impie, guerre maudite où ils avaient tout à perdre, où les victoires et les défaites devaient leur être également fatales!

La guerre engagée d'abord entre les entrepreneurs d'industrie ou entre les capitaux seuls a bientôt dégénéré en guerre du capital contre le travail, puis en guerre des ouvriers les uns contre les autres, et elle a eu pour résultat définitif le triomphe des gros capitaux, la domination de ce qu'on a appelé la féodalité industrielle (féodalité qui parle toujours de ses droits et qui ne connaît pas de devoirs, la plus dure et la plus insolente qui fut jamais!), enfin l'assujétissement complet des travailleurs et la décroissance progressive des salaires. Après avoir ruiné leurs concurrents, écrasé les ateliers rivaux, et, par cela même, élevé le travail à un grand nombre d'ouvriers, les gros capitaux ont pu mettre la main-d'œuvre à la sous-enchère entre les travailleurs affamés, dicter la loi d'une manière absolue.

La commandite ne tient compte que du capital. Le capitaliste est sociétaire, participe aux bénéfices et se fait rendre des comptes. Quant au travailleur, on ne s'en occupe même pas. On stipule bien que le mobilier, que les machines, que les animaux appartenant à l'association devront être entretenus, réparés, soignés et nourris comme chose ayant une valeur; mais on ne stipule rien pour les machines humaines, pour les machines douées de personnalité, ayant corps et âme. — Les ouvriers sont de simples salariés qu'on loue au rabais, qui s'usent et qui vieillissent pour leur propre compte, qui doivent se soigner, se nourrir et s'entretenir à leurs dépens. Qu'importe, d'ailleurs, aux capitalistes associés qu'un ouvrier dépérisse? Il n'appartient pas à l'association, sa mort n'altère point les dividendes. Est-ce que le travailleur coûte quelque chose? est-ce qu'on a besoin de l'acheter comme un cheval? est-ce qu'il ne se lève par pour rien? est-ce que le travail manque jamais au capital qui le paie? — Tant pis pour l'ouvrier qui succombe! On veut bien le plaindre; mais, sans qu'il en coûte un centime, on le remplacera, on trouvera toujours des milliers de malheureux prêts à combler le vide... Il y a tant de misérables!

Aux yeux des capitalistes spéculateurs, les salaires font partie des frais de production. Si l'on veut que l'association prospère et que les dividendes soient considérables, si l'on veut lutter avec avantage contre la concurrence et étendre le débit, il faut produire à bon marché. Il faut donc réduire les salaires le plus possible,

diminuer le prix des journées et augmenter la durée du travail; il faut remplacer l'homme par un moteur plus économique, activer la production et la vitesse des machines; il faut éprouver les ouvriers, leur faire sentir l'aiguillon de la faim; il faut extraire toute la force de leurs muscles, toute la sève de leur intelligence.

Dans les conditions de l'industrie moderne, les entrepreneurs sont contraints de se montrer impitoyables, sous peine de se ruiner, de compromettre leur fortune et le sort de leurs enfants. Malheur à quiconque voudrait être généreux! il ne le pourrait impunément.

Je n'accuse pas les hommes; j'attaque les institutions qui forcent le frère à exploiter son frère, et je demande qu'on procède à une réforme radicale.

La solidarité prétendue qui unit les intérêts des entrepreneurs aux intérêts des ouvriers, et dont les économistes ne manquent jamais de parler, je la cherche en vain. Je ne vois point les salaires hausser à mesure que les profits augmentent; je vois, au contraire, hausser les profits à mesure que les salaires diminuent et à cause de cette diminution même; je trouve partout l'opposition d'intérêts la plus flagrante; j'entends les débats irritants du salaire, des menaces de réduction ou d'expulsion, d'un côté, des demandes d'augmentation, des menaces de coalition et de révolte, de l'autre; partout fermentent la discorde et la haine... Est-ce donc là ce qu'on appelle solidarité?

Le seul rapport de solidarité qui existe entre les ouvriers et l'entrepreneur, c'est que les ouvriers n'ont d'autre moyen d'existence que le travail, c'est qu'ils mourraient de faim s'ils ne travaillaient pas, n'importe à quel prix! — En ce sens, ils sont intéressés à ce que le manufacturier trouve des commandes et des débouchés, ne suspende pas les travaux, et ils souffrent cruellement de toutes les crises qui frappent le capitaliste... Ils sont solidaires de sa mauvaise fortune, jamais solidaires de sa prospérité.

En résumé, la commandite, ce n'est que l'association des capitaux; ce n'est point l'association des hommes. En ce qui concerne les capitaux, ce n'est même qu'une association incomplète et insuffisante; une association organisée en vue de la guerre, et non pas dans le but de mettre fin à la guerre, de donner satisfaction à tous les intérêts.

Toutefois, en ces derniers temps, quelques compagnies industrielles basées sur ce principe de la commandite ont voulu faire quelque chose en faveur des salariés. — Les unes ont proposé d'accorder aux ouvriers un droit à la retraite, moyennant une retenue sur les salaires et à la condition que ces retenues seraient versées dans les caisses mêmes de l'association, qui profiterait ainsi de l'intérêt. — Les autres ont accordé au travail une part infinitésimale dans les bénéfices.

Ces compagnies ont-elles obéi à un sentiment naturel d'équité et à l'influence des idées modernes? Ont-elles cru, au contraire, servir leurs intérêts et faire une excellente spéculation? Je l'ignore: je sais seulement que la garantie d'une retraite et l'éventualité d'un dividende ont décidé les ouvriers à subir immédiatement une réduction de salaires.

Quels que soient les motifs qui ont inspiré

ces compagnies, nous devons savoir gré aux capitalistes d'avoir fait des concessions, comme on a su gré à Louis XVIII d'avoir octroyé la Charte. C'est toujours un premier pas, si ce n'est un progrès bien sensible; c'est la première application d'un principe que l'avenir développera.

Mais en même temps, et plus activement que jamais, il faut réclamer au nom de la raison la reconnaissance formelle de tous les droits jusqu'ici méconnus; au régime du bon plaisir, il faut substituer le régime de la justice. Aux droits dont se prévaut le capital opposons les droits sacrés du travail, créateur de toute richesse, les droits de l'humanité et de la justice éternelle, les droits contre lesquels la prescription ne saurait être invoquée. Rédigeons, d'après de nouveaux principes, un nouveau code économique; et, en attendant un ordre meilleur, demandons sans délai, demandons au moins pour les ouvriers, comme pour les machines, des frais d'entretien ou un salaire fixe, un salaire suffisant et garanti dans tous les cas; demandons, en outre, pour le travail une part proportionnelle dans les bénéfices, une part au moins égale à celle qu'on accorde aux outils, aux instruments, au capital que le travail seul peut rendre productif.

Je conclus: toute association qui n'admet même pas le travail à participer aux bénéfices, sous quelque forme qu'elle se produise, qu'elle s'appelle société anonyme ou société en commandite, ne mérite pas le nom d'association.

Dans un prochain article, nous prouverons que l'association partielle entre quelques spéculateurs est même impuissante à favoriser les intérêts du capital, et qu'il faut chercher mieux.

FRANÇOIS VIDAL.

SOCIALISME PRATIQUE.

Il a déjà été parlé dans ce journal de l'association l'*Humanité*, fondée à Lille pour l'acquisition, à frais communs, d'objets de consommation. Cette association est parvenue à procurer à ses membres le charbon à un prix égal pendant toute l'année, et qui même, en été, est un peu inférieur à celui du marché; le pain à deux centimes et demi par kilo au-dessous du prix général; différents objets de vêtements, comme chemises, pantalons d'homme et d'enfant en coutil ou en étoffe de Roubaix, sarraux en toile ou en coton, à vingt et vingt-cinq pour cent au-dessous du cours.

En outre, sur tous ces objets: charbon, pain, viande, vêtements, une remise de deux ou deux et quart pour cent est faite par les fournisseurs au profit de la caisse de secours de la société, et cette remise s'est élevée dans le mois de mai, pour le pain seulement, à plus de soixante-dix francs.

La société a pris un très vaste développement; elle compte huit cents membres, et avant peu de temps, quand le service des inscriptions sera régularisé, elle complètera des milliers d'adhérents. La première semaine, il n'avait été pris que pour cent trente trois francs de pain, la dernière s'est élevée à huit cent dix francs.

Il y a également à Lille une association de cordonniers qui s'est ouverte il y a quelques semaines et où les commandes abondent.

Enfin, à Tourcoing, une vaste association s'est formée entre ouvriers dans un but tout nouveau, celui de se défendre contre les abus de pouvoir des patrons, pour faire exécuter les règlements sur les heures de travail, pour maintenir les tarifs convenus et veiller à la vérification fidèle des travaux à façon, sur lesquels les ouvriers étaient fréquemment trompés. La société, qui a déjà un caecasse considérable, garantit une prime à l'ouvrier qui surprend un patron en défaut sur l'un de ces points, et se charge de lui, s'il est renvoyé pour ce fait, jus-

qu'à ce qu'il ait trouvé à se placer avantageusement. Enfin, elle avance les frais de toute action devant les prud'hommes, où le droit de l'ouvrier lui paraît fondé. Ce genre d'association serait fort utile dans la plupart des grandes villes manufacturières.

REVUE RÉTROSPECTIVE.

DES IDÉES SOCIALISTES DEPUIS SOCRATE JUSQU'À NOS JOURS.

(Suite (1)).

Réformation. — Renaissance.

L'Europe, débarrassée du joug de l'obscurantisme et de la foi, respire; la pensée humaine, comprimée depuis plus de mille ans, semble faire explosion; de toutes les poitrines désoppressées part un cri d'espérance: de l'imagination des poètes, du cerveau des penseurs, de la main des artistes, jaillissent simultanément des milliers de chefs-d'œuvre. Légende de l'humanité reprend conscience de sa dignité et de sa force et baptise l'ère nouvelle du nom de Renaissance. Renaissance, comme si le monde, dépouillant son linceul de mort, surgissait une seconde fois du chaos!

Mais l'éclair de la Réformation n'est qu'une fausse lueur. Le protestantisme n'est qu'une réaction de l'individualisme contre l'autorité infaillible du pape. Pour avoir démolé la boutique d'indulgences de la chancellerie romaine, le protestantisme ne renverse pas les autels du veau d'or; loin de là. Le protestantisme n'est qu'un retour pur et simple du catholicisme à la Bible. Il n'attaque ni les privilèges de l'aristocratie, ni ceux du capital. Le protestantisme est une révolution avortée, comme toute révolution qui ne porte pas dans les œuvres vives du privilège.

Loin de supprimer le droit de parasitisme du capital, le protestantisme remet en vigueur la formule d'exploitation du Deutéronome. Calvin réhabilite le prêt à intérêt. Qui se fait protestant? les nobles, en Angleterre, en Allemagne et en France... Qui embrasse avec fureur la doctrine d'individualisme et d'usure? toutes les nations vouées au mercantilisme, au commerce, à l'usure: l'Angleterre, la Hollande, la Suisse et l'Allemagne du Nord. Luther laisse condamner et supplicier les chefs des paysans qui ont levé l'étendard de l'insurrection contre les privilèges de l'aristocratie terrienne, au nom de l'Evangile et de l'égalité.

Le protestantisme engendrera plus tard le principe de la concurrence anarchique et la secte des économistes, qui devront continuer l'œuvre de l'extension du paupérisme et multiplier les éruptions révolutionnaires sur la face du globe. Un jour le protestantisme s'appellera Malthus, et, reprenant la théorie des deux castes et le dogme du péché originel, il formulera la loi impitoyable de l'insolidarité: *Chacun pour soi... La société ne doit rien à aucun de ses membres... Il n'y a pas de place pour le pauvre au banquet de la vie.*

L'humanité, en attendant, aura profité de la lutte des deux impostures: Rome est tuée et ne se relèvera pas. Vainement les chevaliers de la Vierge, les disciples de Loyola, tenteront de paganiser le catholicisme et de réhabiliter la chair. Leursefforts n'aboutiront pas. La science, qui qualifie les hommes noirs de démons des ténèbres, a signalé leurs manœuvres à la défiance universelle. La science a fait justice des menteries de la Bible et du fameux conte de l'arrestation à main armée du soleil sous les murs de Jéricho. Les guerres de religion couvrent de sang et de funérailles le sol dévasté des deux mondes; mais l'esprit de doute et de

philosophie s'allume au feu de ces discordes impies, et le principe de l'égalité, le principe sauveur de l'Evangile se relève peu à peu sur les ruines des fausses religions.

Entre temps l'histoire poursuit son enseignement anti-biblique et anti-catholique. L'histoire démontre, par la déchéance continue des états inféodés au catholicisme, l'existence du germe de mort caché au fond de ce dogme de misère. Ainsi l'histoire des siècles reculés confirme de tous points cette formule exposée précédemment par nous dans la brochure intitulée: *Travail et faiméantise*.

« Il n'y a que deux fléaux dans le monde: la misère et l'ignorance. »

La misère et l'ignorance s'unissent et se personnifient en deux noms: l'usurier, le prêtre.

L'histoire contemporaine, l'histoire de la révolution française va démontrer ces vérités d'une façon plus palpable encore. La révolution de 89 a été préparée par les encyclopédistes, les socialistes du siècle dernier.

La théorie produite, viennent les applicateurs. La Constituante force la Noblesse à brûler tous ses titres, à renoncer à ses droits féodaux, à accepter l'impôt pour ses propriétés. La Législative abat la monarchie de droit divin; la Convention l'enterre. La nation rentre dans la propriété de ses biens volés, le peuple dans l'exercice de ses droits. Seulement la science du crédit et la science de l'organisation du travail ont manqué à nos pères. De là leurs erreurs et le sang qu'ils ont versé.

Ce sang a étouffé la révolution; pendant plus de 60 ans, l'échafaud se dressera comme l'épouvantail de la liberté, devant les yeux des nations esclaves et retiendra dans la servitude tous les cœurs généreux.

La France se fatigue du régime de la Terreur; l'ébranlement prodigieux qu'elle a imprimé au reste du monde a épuisé son énergie et lui fait un besoin du repos. Le bourgeois, affranchi du joug de la noblesse, le petit propriétaire, enrichi par la vente des biens nationaux, oublie bientôt les bienfaits de la révolution qui les a faits libres et riches, pour demander à jouir de leur nouvelle fortune, car l'amour de la justice et le sentiment de la gratitude s'effacent vite au cœur des heureux. La réaction a lieu, la république livre au bourreau Babeuf et ses complices, coupables d'avoir prêché le communisme égalitaire, à l'instar de Jésus-Christ et des Pères de l'Eglise. La France aspire à s'endormir dans les bras du despotisme et court au devant de la servitude. Un soldat victorieux s'empare d'elle.

Ce héros, qui vise à l'empire et que déjà les soins de la dynastie et de l'hérédité préoccupent, sait par la tradition sur quels axes pivote la monarchie. Il croit que tout usurpateur a besoin de faire consacrer son usurpation par l'Eglise, parce que Charlemagne et Clovis en ont pensé ainsi. En conséquence, il signe le Concordat, replace la France sous la férule du prêtre, et fait venir à Paris un pape qui le sacre et l'oint de l'huile sainte. Mais le prêtre ne suffit pas, d'après la tradition, pour consolider une dynastie nouvelle; il faut à cet empire frais éclos sa noblesse et une cour, comme aux royaumes légitimes. L'étiquette l'exigeant, la noblesse est créée; Charlemagne a ses pairs.

L'élite du peuple fait largesses du domaine de l'Etat à tous ses favoris, et tout noble de race, tout marquis émigré qui veut bien consentir à parer de l'illustration de son nom la rotture de la cour impériale, est réintégré dans ses biens, distraits de la fortune publique par décret souverain. C'est le moins que puisse faire pour la noblesse de l'OEil-de-Bœuf le vainqueur d'Austerlitz, déjà atteint de la folie césarienne, et qui donnerait volontiers tous ses noms de victoires pour le titre inglorieux de neveu de Louis XVI.

La restauration de la Noblesse, de l'Autel et du Trône entraîne fatalement une série de conséquences parallèles. La liberté de la presse et

(1) Voir le numéro du 3 juin.

le droit de réunion sont confisqués au profit de l'Ordre. Dans tous les vocabulaires du despotisme, l'Ordre veut dire maintien des abus existants. Le suffrage universel est déclaré utopie. Le corps législatif est institué pour sanctionner la volonté du chef, non pour délibérer sur des projets de loi. Les républiques italiennes et bavaroises, filles de la République française, suivront le destin de leur mère. On en fera des fiefs pour les cadets de sa majesté impériale et royale. En vertu d'un ukase de l'autocrate, tous les rejetons de sa noble lignée naîtront à l'avenir avec un grand-cordon en sautoir. Le peuple, qui a pétri de sa chair la gloire du grand capitaine, reste seul oublié dans le partage des grâces.

Voilà une dynastie bien assise et qui semble de force à défier toutes les inconstances de la fortune, car elle s'appuie sur la victoire et sur la consécration de l'Eglise, et elle s'est greffée par mariage sur une souche de vieille monarchie. Mais la victoire a ses caprices, et l'huile sainte qui colle les couronnes sur le front des monarques a perdu depuis bien longtemps sa vertu. Le juif aura raison de cette puissance colossale contre laquelle ont vainement lutté les milliards de l'Angleterre et les coalitions armées du continent.

L'empereur a humilié le juif; le juif s'appelle en ce temps-là l'accapareur de grains, le fournisseur de vivres. Les juifs humiliés se coalisent et font retarder de six semaines l'expédition de Russie. Le désastre épouvantable qu'entraîne ce retard change la face du monde. Le juif a vaincu l'empereur. La France, humiliée à son tour, appauvrie, mutilée, épuisée de sang et de trésors, expie en un seul jour vingt-cinq ans de triomphes et d'orgueil.

En somme, le peuple n'eut rien que la fumée des feux d'artifice et les chansons de Béranger pour sa part des splendeurs de l'empire, fugitives splendeurs qu'il payait de tant de misère et de la vie de trois millions des siens.

Une seule grande pensée a traversé ce règne de batailles : le désir d'affranchir le globe de la tyrannie commerciale et politique de l'Angleterre. C'en est assez pour excuser la popularité dangereuse qui reste attachée parmi nous au nom de l'Empereur. Ses panégyristes lui prêtent encore une autre velléité d'insurrection contre le capital : l'Empereur aurait eu, suivant eux, dans un de ses bons jours, l'idée d'accaparer, au profit de l'Etat, les deux grands leviers du commerce parasite : la banque et les transports. L'empereur eût été, à ce compte, un grand socialiste méconnu, et s'il eût réalisé son projet grandiose, la puissance du juif n'eût pas prévalu contre la sienne. Lui, au contraire, eût tué l'Anglais et le juif et délivré Prométhée. L'occasion est belle au neveu de reprendre les projets de l'oncle.

La chute de l'empire amène le retour de la monarchie légitime. On appelle légitime une usurpation de vieille date.

Le gouvernement de la Restauration ne s'occupe que d'une chose, ne poursuit qu'un but : se venger de la liberté et de la révolution, faire curée des trésors de la France aux ex-privilegiés. Les Bourbons de la branche aînée traitent la France en ennemie vaincue.

L'aristocratie de sang prend une large part à cette curée de la Restauration. On lui restitue d'abord tous ses biens vendus, on la gorge de pensions, de dotations, d'honneurs; on fait pour elle une chambre Haute; on condamne les fils de ceux qui avaient défendu la France contre l'invasion étrangère à payer un milliard aux fils de ceux qui l'avaient trahie.

Le prêtre non plus n'a pas sujet de se plaindre de l'ingratitude de la monarchie restaurée. On lui fait riche place au budget; on lui forge tout exprès, pour caresser son humeur débonnaire, une loi de sacrilège, inapplicable pour excès de barbarie; on restitue au confessionnal son influence politique; princes et rois se font jésuites; la Haute chambre, enfin, a son banc

de prélats. C'est de ce banc de prélats que monseigneur de Quélen, de populaire mémoire, foudroya saintement le projet financier du ministre Villèle, qui avait pris parti, par hasard, pour l'emprunteur contre le capitaliste et proposé de réduire le taux de l'intérêt. J'ai parfaite souvenance du succès de popularité immense qu'obtint le discours éloquent du saint prêtre en faveur de l'intérêt à 5; Paris illumina. Ces monseigneurs n'en font pas d'autres; j'ai lu, il y a quelques années, un mandement attendrissant de monseigneur l'archevêque de Cambrai sur les tribulations de l'opulence; c'était à fendre l'âme et à apitoyer un roc sur le sort de ces pauvres riches; j'en ai failli pleurer.

La part que s'attribuèrent le Noble et le Prêtre de la Restauration, dans le butin fait sur la France, s'évalue en milliards; mais la part du juif monte plus haut; les dépouilles opimes de la France reviennent au juif tous les ans depuis 1814.

C'est le juif qui prête à la France, au taux de 10 pour 100, tous les milliards dont la Restauration a besoin pour payer les secours des Russes et des Anglais, pour payer la trahison de l'émigré, pour débarrasser le Bourbon d'Espagne des ennuis de sa Charte. C'est pour le juif, pour le riche capitaliste que sont faites les lois de douanes de 1821-22, qui assurent le marché de l'intérieur aux produits de toutes les industries non viables, en même temps qu'elles ferment le marché extérieur aux produits de nos industries nationales. Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille paieront pour Rouen, Lille et Mulhouse. Le vigneron pâtira pour le maître de forges; le bétail de Suisse et d'Allemagne sera surimposé d'un droit de 55 francs par tête, afin que la production nationale soit garantie contre toute concurrence étrangère qui pourrait produire l'abaissement du prix de la viande. C'est pour le juif et le spéculateur que se font toutes les spéculations et les grandes entreprises de ce règne. Le premier ministre de la Restauration est un homme de finance. Tous les banquiers de ce temps-là sont faits barons ou comtes; toute enseigne de boutique un peu achalandée se transforme en blason. La plupart des nouveaux chevaliers ont gagné leurs éperons dans quelque grande bataille de *trois-six* ou de *mé-lasse*, et, pour l'insolence et la morgue, le cèdent peu aux fils des croisés.

Le peuple n'a rien à voir en ce gouvernement de casse-cous que le vertige pousse à l'abîme, et qui veut à toute force effacer trente années de la vie de la France. Le peuple porte sur ses épaules toute cette race de vieux rois qui disent régner par la grâce de Dieu, bien qu'ils n'aient jamais régné que par la grâce des Cosaques. Le peuple ne demande pas mieux que de rendre à l'exil tous ces hôtes importuns avec leur valetaille; et un jour que la maison de Bourbon a imprudemment heurté la maison Périer ou la maison Lafitte, le peuple prend fait et cause pour la maison Lafitte, casse les Bourbons aux gages et les envoie régner de droit divin ailleurs. Dieu ne fait pas de miracles pour montrer sa colère; Dieu ne fait plus de miracles depuis que la police veille sur lui.

La féodalité financière s'est substituée à la féodalité nobiliaire pendant la durée de la Restauration; c'est le fait important de l'époque. Il n'y a plus de vieux nobles; la nuit du 4 août les a tués. De trois oppresseurs qu'ils étaient jadis pour pressurer le travail, le noble, l'usurier et le prêtre, il n'en reste plus que deux à présent, le juif et le prêtre. La question se simplifie et se pose en termes plus clairs. Le seul privilège existant est celui du capital.

L'opposition populaire de ce temps-là s'appelait le libéralisme. C'était une opinion bâtarde, tenant à la fois du chauvinisme impérial et du scepticisme voltairien. Le libéralisme était favorable aux négociants et aux juifs : il chantait les chansons de Béranger après boire, et préparait au peuple de nouvelles déceptions.

Les souteneurs du privilège s'appelaient les *ultras*.

La politique extérieure de la Restauration fut grande et nationale. Elle pivotait sur l'alliance de la Russie et menaçait la puissance anglaise d'une ruine prochaine. La révolution de juillet fut populaire à Londres.

Mystification de juillet.

Quand les vainqueurs de 1830 eurent jeté bas la monarchie de droit divin, leur premier soin, hélas! fut de remettre la gestion des affaires de leur révolution à *des sages*, à des vieillards blanchis dans les luttes parlementaires, à des vétérans de la liberté dans les Deux-Mondes, et qui avaient nom Lafayette, Lafitte et Casimir Périer. Ce fut là l'immense malheur de la révolution de 1830.

Une fois en position d'agir, ces vieux, qui ne savaient que les choses de leur temps et rien de l'ordre nouveau, s'imaginèrent naturellement travailler pour le mieux en cherchant à *renouer la chaîne des temps*. Ainsi avait fait Louis XVIII, le père de la Charte octroyée, un roi mort en odeur de sagesse et de libéralisme. Et ces sages, en effet, travaillèrent si bien, que la royauté démolie en trois jours se trouva restaurée en trois mois, et qu'il a fallu que le peuple recommençât en février la besogne de 1830; car, Dieu merci, aussi longtemps qu'il y aura des sages pour renouer la chaîne des temps, il y aura en France des fous pour la briser.

Je n'accuse ni le dévouement, ni la sincérité de ces vénérables parrains de la Charte-vérité, gens d'épée ou de finance dont la plupart ont dû, avant de mourir, demander pardon de leurs erreurs aux hommes et à Dieu. Si cher que la nation ait payé ces erreurs, je ne veux les attribuer qu'aux torts de la vieillesse humaine, fatalement rebelle aux progrès, entêtée et jalouse. Je n'accuse de leur impéritie que leur âge. La sottise impardonnable est aux jeunes qui firent la révolution de 1830 et qui remirent la direction du mouvement révolutionnaire à des vieux.

Le règne de Louis-Philippe fut, à proprement parler, le règne des juifs. A l'intérieur, c'est une longue orgie d'agio, de concussions, de rapines de toute espèce; car les vieux sont au pouvoir. Les libéraux, qui ont pris en 1830 le budget à un milliard, le portent en leur dernière année de règne à 1.700 millions. A l'extérieur, le gouvernement n'a pas de politique, et se traîne servilement à la remorque de l'Angleterre. Le juif *joue* à la paix d'ailleurs; la guerre, par conséquent, ne saurait avoir lieu. Cette longue paix de dix-huit ans a néanmoins pour le peuple un avantage immense; elle permet aux diverses écoles socialistes de poser le grand problème de l'égalité et de la fraternité. Mais le gouvernement et les libéraux d'avant 1830 ne sont pour rien dans ce progrès de la raison humaine. Ils ont fait pour l'entraver, au contraire, tout ce qu'il était possible de faire, et sont morts à la peine. Les libéraux de 1847 en sont arrivés aux mêmes arguments que les ultras de 1829. Un sort commun les attend.

La moralité publique a reçu une profonde atteinte sous ce règne. L'improbité descendue des hautes régions du pouvoir, a pénétré très avant dans le sein de toutes les classes de la société. L'amour effréné des jouissances matérielles est devenu le mobile universel des actes de la vie publique et de la vie privée. Tout s'est vendu dans ce temps-là, depuis l'honneur de la France jusqu'aux sourires ministériels. Je considère comme pourrie au cœur et totalement incurable la moitié de la génération qui a aujourd'hui quarante ans.

A. TOUSSENEL.

LES BANQUES DÉPARTEMENTALES ET LES COMPTOIRS D'ESCOMPTE DOIVENT DEVENIR DES CAISSES DE DÉPÔTS VOLONTAIRES.

Nous voudrions que la loi autorisât, obligeât même les banques départementales fondées ou à fonder et les comptoirs d'escompte déjà établis à recevoir en dépôt toutes les sommes qui pourraient leur être confiées.

Il importe de mettre un terme à tous les scandales et à tous les abus de confiance dont les notaires se sont rendus coupables depuis quelques années. Il faut qu'il soit absolument interdit aux notaires d'accepter en dépôt des sommes dont ils peuvent être tentés d'abuser.

Pour le notaire qui veut se renfermer consciencieusement dans l'exercice de ses devoirs, les dépôts constituent une véritable charge, une charge qui ajoute à leur responsabilité sans rien ajouter à leurs profits.

Le dépôt n'est avantageux que pour les notaires qui ne se contentent pas de dresser des actes, mais qui se livrent à la spéculation et aux opérations de banque, c'est-à-dire qui manquent à leurs devoirs.

Depuis quelques temps, les banqueroutes de notaires sont devenues aussi fréquentes, toutes proportions gardées, que les faillites de commerçants, parce que les notaires spéculant sur la confiance de leurs clients, ont fait la banque et l'agio au moyen des dépôts qui leur étaient confiés. Les notaires ne se sont pas contentés d'accepter des dépôts, ils ont offert à leur clientèle une prime, ils ont reçu des fonds à intérêt. — Il faut couper court à ces abus, qui ont déjà fait de si nombreuses victimes.

Il faut que toutes les sommes déposées chez les notaires, jusqu'à l'accomplissement des formalités légales, soient déposées à l'avenir dans les caisses des banques départementales ou des comptoirs d'escompte; il faut qu'il soit interdit aux officiers ministériels de se faire les banquiers de leurs clients, de se faire surtout banquiers aux dépens de leur clientèle.

Les comptoirs d'escompte peuvent offrir plus de garanties que les notaires, ils peuvent même servir un intérêt aux déposants, quand l'époque du retrait est déterminée d'avance, quand le dépôt est fait pour un temps donné.

A cela, il y aurait avantage pour le déposant qui toucherait un intérêt quelconque; avantage pour le comptoir qui pourrait placer avec bénéfice les fonds déposés; enfin, avantage pour le public, parce que la quantité des capitaux circulants se trouverait augmentée.

INVENTIONS ET DÉCOUVERTES.

Éclairage.—Moyen d'utiliser les carbures, hydrocarbures d'hydrogène et goudrons, résidus encombrants de la fabrication du gaz d'éclairage. (Voir le feuilleton scientifique de la *Presse* du 21 mai.) L'auteur de ce feuilleton constate qu'il n'y a pas longtemps encore que l'on payait chèrement le transport des goudrons à la voirie de Montfaucon, où l'on en a enfoui ainsi des quantités considérables. Tout le monde sait aujourd'hui leurs nombreux emplois. La découverte de ces emplois a donc fourni un quadruple avantage à la société : 1° suppression d'une main-d'œuvre inutile, celle du transport des goudrons à la voirie; 2° suppression de toute la main-d'œuvre nécessaire à la fabrication des matières que le goudron a remplacées, dans l'enduit des bois, par exemple; 3° production d'un certain nombre d'utilités, probablement jusque-là ignorées; 4° enfin, possibilité d'affecter à une autre destination les terrains où l'on déposait ces résidus. En somme, création de richesses nouvelles et diminution dans la main-d'œuvre générale. Tels sont les résultats dus à la découverte des emplois du goudron. — Il en devra être de même de celle des emplois des carbures et hydrocarbures d'hydrogène.

Nous ne savons pas, faute de chiffres exacts, dans quelle proportion le pouvoir éclairant à tirer de la houille, grâce à l'utilisation de ces résidus, pourra être augmenté; mais cette proportion paraît devoir être considérable. M. Moigno prétend qu'ils sont infiniment plus riches que le gaz lui-même que l'on en a séparé; or, supposons qu'ils produisent une quantité de lumière simplement égale : d'après des calculs dont M. Moigno affirme l'exactitude, plusieurs fois vérifiée, la dépense moyenne d'un bec de gaz ordinaire, qui s'élève annuellement à 131 fr. 40 cent. environ, ne serait plus, avec les carbures et les hydrocarbures d'hydrogène que de 48 fr. 75 c. au plus. — On peut admettre que la valeur de ces résidus entre dans le calcul de M. Moigno pour zéro, et que les 48 fr. 75 c. sont la dépense à faire en main-d'œuvre et matières propres à les utiliser; si donc la quantité de lumière obtenue est simplement doublée, l'unité de lumière valant aujourd'hui 131 fr. 40 cent. ne coûterait plus que 90 francs 10 centimes. $(131\ 40 + 48\ 75 = 90\ 07)$, c'est-à-dire 31 0/0 de moins.

C'est-à-dire encore que, ou la quantité de lumière produite aujourd'hui étant suffisante, on l'obtiendra avec une économie de près d'un tiers sur la dépense en matières fournies par la nature et en travail humain, ou cette quantité, étant encore insuffisante, on pourra, sans accroître cette dépense, l'augmenter dans la proportion d'un tiers.

On peut obtenir ce résultat par trois procédés différents :

1° En faisant arriver dans un générateur contenant de l'hydrocarbure un courant d'hydrogène produit par l'action de l'acide sulfurique sur la tournure de fer ou de zinc (il faut remarquer en passant que les emplois industriels des sulfates de fer ou de zinc sont très nombreux); ce générateur est chauffé par un faible feu pris sur le gazomètre lui-même. L'hydrogène que l'on y introduit vient se charger des vapeurs fortement carburées que la chaleur dégage incessamment et qui lui donnent le pouvoir éclairant qu'il n'avait pas;

2° En faisant pénétrer au sein de ce générateur un simple courant d'air chaud amené par un gazomètre à air atmosphérique mis en mouvement par des poids;

3° Enfin, en substituant au réservoir d'air un réservoir rempli de peroxide de manganèse humecté d'acide sulfurique et produisant de l'oxygène, ou un réservoir rempli de fer divisé et d'eau.

Une autre découverte du même inventeur, signalée également par M. Moigno, consiste à surchauffer par la flamme même du bec le gaz de l'éclairage ordinaire, en le faisant passer, avant qu'il arrive à l'orifice du bec, dans un réservoir sphérique suspendu au-dessus. M. Moigno affirme que des expériences répétées lui ont prouvé d'abord une augmentation d'éclat dans la lumière, ensuite une économie de plus d'un tiers dans la dépense en gaz. L'économie calculée plus haut serait alors bien plus considérable, et l'unité de lumière que nous avons prise ne coûterait plus que 63 fr. 30 cent., soit 52 0/0 d'économie. Ce serait, dit M. Moigno, une épargne annuelle de plusieurs millions que l'on pourrait employer au développement d'autres industries productives ou de l'agriculture! — Oui! mais seraient-ce les compagnies d'éclairage au gaz qui donneraient cette destination à une épargne aussi énorme?

En attendant, l'inventeur, M. Ador, est ruiné!

LA CHANSON DES RUES.

La science possède de ces poisons qui tuent le corps sans qu'on s'en aperçoive, pour ainsi dire, tant ils mettent de lenteur à produire leur effet meurtrier. Il en est de même dans le domaine intellectuel, et les hommes sont souvent

contraints d'aspirer un poison moral qui les empêche de progresser et de grandir.

Les travailleurs sont surtout exposés à ce danger, et en examinant de près ce qui les entoure, on frémit en voyant quelle résistance ils sont forcés d'opposer au souffle maudit de l'ignorance. Dieu les a créés, comme les autres hommes, pour être heureux et jouir de tout ce qu'il y a de bon dans notre civilisation; et, jusqu'à ce jour, ils n'en ont recueilli que les fruits amers; ils languissent et meurent en se demandant : Pourquoi sommes-nous nés?

Qu'on ne nous accuse pas d'exagération : à chaque excursion dans la vie intime ou publique des travailleurs, ce sont toujours des souffrances avouées ou déguisées qui se présentent aux yeux de l'observateur. Leurs plaisirs même deviennent funestes, et si l'on n'avait foi dans un avenir meilleur, ce serait désespérant.

On peut en juger par ce nous allons dire :

En passant le soir dans les faubourgs et les quartiers populeux de Paris, on rencontre fréquemment des chanteurs s'accompagnant d'un orgue ou d'une guitare. Ces chanteurs récitent et vendent des chansons d'un cynisme sans nom. Des ouvriers, des jeunes filles, des enfants sont autour de ces marchands et les écoutent sans penser à ce qu'il y a de mauvais dans ce qu'ils écoutent. La plupart de ces auditeurs savent à peine lire, et, pour se reposer des fatigues de la journée, ils s'arrêtent autour des joueurs d'orgue, sans avoir d'autre intention que celle de se distraire.

Les chansons dont nous parlons manquent complètement d'art; ce sont d'informes productions qui n'ont d'autre mérite que leur bas prix et la trivialité de leur forme. Les travailleurs qui les achètent manquent d'éducation; ils ne peuvent donc comprendre ce qu'il y a de pernicieux et de foncièrement immoral dans ces inqualifiables œuvres.

Si encore on les oubliait après les avoir entendues, il n'en résulterait rien de fâcheux; mais on les apprend, on les répète à l'atelier, au foyer domestique, et un jour vient où elles ont eu sur votre esprit une influence d'autant plus déplorable qu'on ne s'en est pas méfié.

Nous pourrions montrer à nos lecteurs ce que sont ces chants indignes d'une nation ayant la réputation d'être civilisée; nous les respectons trop pour en dire même le titre. Qu'il nous suffise d'affirmer que tout ce qu'il y a de bon et de généreux dans la nature humaine y est constamment tourné en ridicule et que les idées les plus saintes, les plus justes sont traitées avec un tel mépris, qu'il semblerait qu'on a pris à tâche de corrompre l'esprit et le cœur de ceux auxquels on les destine.

La société ignore ce qu'elle perd en laissant au hasard le soin de diriger l'intelligence de ses enfants; elle semble ignorer que des maux qui la rongent viennent, en grande partie, de l'ignorance dans laquelle on laisse les travailleurs. N'est-ce point assez pour eux de vivre et de mourir dans le dénuement? n'est-ce point assez que chaque jour de leur vie soit un combat entre les nécessités matérielles sans qu'on permette encore que leurs âmes se flétrissent? Il faut que les hommes qui dirigent les sociétés se pénétrant de cette vérité, qu'il faut aimer et instruire le peuple pour ne plus avoir à le craindre.

Si nous insistons sur le sujet en apparence peu important de la chanson des rues, c'est que dans notre pays le chant a de l'attrait et de la puissance pour l'ouvrier surtout et que nous voyons avec peine que ce qui pourrait être utile aux classes laborieuses leur devient, au contraire, nuisible.

Pour remédier à ce que nous venons de signaler, deux choses sont indispensables :

La première serait d'interdire aux chanteurs ambulants le droit de braver les lois de l'honnêteté la moins rigoureuse. Cela est d'autant plus facile, que ces chanteurs sont sous la surveillance de la police municipale et que les per-

missions qu'on leur accorde peuvent être immédiatement retirées. L'autorité ne manque jamais d'être sévère quand il s'agit de chansons politiques de nature à troubler l'ordre; pourquoi ne le serait-elle pas dans une circonstance où la morale se trouve engagée?

La seconde chose à faire, et ceci demande plus de temps, serait de donner aux travailleurs une instruction suffisante pour les prémunir contre les dangers de cette nature. Ce sont les plus pauvres qui achètent ces chansons, ou bien des jeunes gens sans expérience séduits par le prix minime de ces recueils vendus un sou ou deux. Beaucoup d'ouvriers rougiraient incontestablement de s'arrêter autour des joueurs d'orgue et seraient fâchés de posséder ce qu'ils débitent; mais combien y en a-t-il qui n'ont pas la même sagesse et que l'attrait d'un plaisir passager entraîne dans une mauvaise voie.

Les marchands de chansons eux-mêmes sont moins à blâmer qu'on ne le croirait; ce sont, pour la plupart, des ouvriers sans ouvrage ou des hommes que, pour des causes diverses, la société a repoussés de son sein. Sans doute, ils sont coupables de propager des compositions aussi immorales; mais que répondre à des gens qui disent: « Nous avons faim, et si nous vendions autre chose, nous risquerions de ne pas gagner de quoi manger. »

Constatons aussi que, sauf quelques rares exceptions, les poètes populaires n'ont rien produit de remarquable depuis la révolution de février, et qu'au lieu de continuer leurs rôles de vulgarisateurs, ils ont laissé à la merci des rimeurs inintelligents ou sans conscience l'un des plus excellents moyens de moralisation. Ajoutons que les sociétés chantantes avaient une certaine influence sur les masses et qu'elles ont beaucoup perdu de cette supériorité initiatrice; elles n'existent plus, pour ainsi dire, que de nom, car le mouvement politique les a emportées avec lui.

En France, le peuple est comme la sensitive, tout l'impressionne, tout l'émeut. Qu'on le dirige avec sagesse et bonté, et il sera admirable de générosité et de grandeur. Qu'on l'abandonne, et la démoralisation le dominera et détruira ses plus nobles facultés.

Sous la monarchie, les chansonniers savaient combattre et flétrir les vices avec une verve souvent impitoyable; comment, sous la République, ne sentiraient-ils pas que c'est pour eux un devoir de composer pour le peuple des chants dignes de lui? Qu'ils se remettent promptement à l'œuvre et que les travailleurs, au lieu de répéter les chants dont nous venons de parler, puissent, s'ils dépensent quelque peu de leur temps et de leur argent, recevoir au moins en échange des poésies qui élèvent leurs âmes et ennoblissent leurs cœurs.

Si la tristesse du présent absorbe les chansonniers populaires, qu'ils tournent leurs regards vers l'avenir, ils y trouveront de quoi se consoler ainsi que ceux auxquels ils s'adresseront.

PIERRE VINÇARD.

MESSAGE PRÉSIDENTIEL.

M. le président de la République française a adressé à l'Assemblée législative un message conçu en style monarchique et qui ne se distingue guère que par sa longueur excessive des anciens discours du trône en faveur du peuple français.

A l'intérieur, c'est une série interminable de promesses de réformes financières et législatives. C'est l'acceptation forcée d'une partie du programme de la presse démocratique; mais en même temps que M. le président capitule avec le socialisme et s'empare de ses procédés de réalisation les plus élémentaires, il s'empare contre les socialistes en menaces furieuses. In-

sultez-nous tant que vous voudrez, M. le président, et chargez-vous d'appliquer nos idées et nos plans de réformes, nous vous pardonnerons volontiers vos injures à ce prix.

M. de Falloux et les siens ont peur de l'amnistie; par conséquent, le président élu oublie les promesses du candidat à la présidence. L'amnistie générale ne sera pas prononcée. M. Louis Bonaparte n'ose pas même ouvrir la porte de la prison aux suspects de socialisme transportés sur les pontons par ordre de M. Cavaignac. Les grâces ne seront que partielles, et peut-être les refusera-t-on à tous ceux qui ne se reconnaîtront pas coupables et qui, n'ayant pas été jugés, déclareront n'avoir de grâce à solliciter de personne. Toutefois, on fera sortir du bagne, pour les enfermer ailleurs, les condamnés politiques qu'on a eu tort jusqu'ici de confondre avec les assassins et les notaires coupables d'escroquerie.

A l'extérieur, M. Napoléon se montre fort satisfait de sa politique: la Russie a reconnu la République française; l'Angleterre nous offre, en toutes circonstances, un concours bienveillant, auquel nous devons être sensibles.

Il n'a pas dépendu de M. Napoléon que le pape ne lui ait envoyé sa sainte bénédiction.

Les sympathies de Nicolas, du pape et de l'Angleterre pour la politique du gouvernement français n'ont rien qui nous étonne; mais c'est précisément pour cette cause que la nation française suspecte la politique de son gouvernement. La nation française compare, et elle se souvient que l'Angleterre, la Russie et le pape ne prêtaient pas de si bonne grâce leur concours à la République de nos pères.

La Presse juge ainsi le message:

« Ce n'est ni la paix, ni la guerre, ni le crédit, ni la gloire; c'est l'instabilité! »

Nous nous associons sans réserve au jugement de la Presse.

COURRIER DE LA SEMAINE.

Les chaleurs ridicules qui depuis une quinzaine de jours vitrifient l'atmosphère, m'ont amené à faire une découverte thermologique importante, à savoir: que l'insupportabilité des mauvais gouvernements, croît comme la température des milieux ambiants.

Je comprends pourquoi les mauvais gouvernements redoutent généralement la canicule et chérissent la saison des frimats. Le froid rend naïf et johard, il émousse la sensibilité nerveuse. Il faut être Russe et habiter des régions où les paroles gèlent en l'air pour se laisser geler le nez en faction sans mot dire et pour trouver du charme au régime du knout.

Ce qui a rendu jusqu'ici le peuple anglais si gouvernable, c'est la rouerie des lords qui ont prohibé dans leurs îles les rayons du soleil, sous prétexte de favoriser la consommation de la houille nationale. Au figuré comme au réel, le soleil est le plus redoutable ennemi des ténèbres.

C'est le soleil qui fait voir les taches des formes gouvernementales vicieuses et stimule vivement les populations à se ruer contre elles. Le peuple français est généralement ingouvernable depuis les premières fraises jusqu'aux dernières pêches. C'est une preuve de sa clairvoyance et non de son inflammabilité.

La température tropicale au sein de laquelle cuit exceptionnellement cette année la population parisienne a développé chez elle cette funeste tendance à l'irritabilité et au mécontentement. Le gouvernement me paraît insensé de ne pas tenir compte de ces influences atmosphériques, car l'esprit de la capitale est tellement chauffé à cette heure, qu'il est presque impossible de l'agiter sans y mettre le feu. Le choléra abuse odieusement de cette disposition à l'effervescence qui brûle tous les cerveaux. Malheur aux misérables jésuites qui ont détourné de son but naturel l'expédition de Rome! Le sang de toutes les victimes de leur politique infernale retombe sur eux et sur leurs enfants!

Comment le feuilletoniste pourrait-il, hélas! au milieu de cette perturbation générale des intelli-

gences, trouver le calme dont il a besoin pour observer les choses et les juger avec impartialité.

Mon âme est triste jusqu'à la mort. Vainement l'industrie, les beaux-arts et la nature étalent toutes leurs merveilles à la fois sous mes yeux pour changer la couleur des idées qui m'obsèdent. Tous ces chemins, les beaux-arts, la nature, me ramènent fatalement à Rome, Rome l'unique objet de mes pressentiments!

Un moment bien choisi, n'est-ce pas, pour parler du salon de peinture et de l'exposition de 1849, quand les Vandales sont occupés là-bas à bombarder le Vatican et Saint-Pierre de Rome... et proclament peut-être la loi de sang sur les débris fumants des merveilles de vingt siècles!

Peintres français, le devoir et l'amour de l'art vous ordonnent de retirer vos toiles du palais des Tuileries, car la date de cette année sera pour l'art une date immortelle de déshonneur et de deuil; car les Barbares de votre pays sont aux portes de Rome menaçant d'incendier les chefs-d'œuvre de vos maîtres, et il serait criminel à vous de vous associer par un concours indigne à l'illustration du gouvernement des Barbares. Honte à qui peut orner Paris quand Rome brûle!

Fondeurs et mécaniciens, ne me parlez de vos machines que j'admirerai plus tard, quand le thermomètre sera redescendu à une température raisonnable. Pour aujourd'hui laissez-moi les maudire et vous dire ce que j'en pense:

Vos machines me racontent le martyrologe des inventeurs de génie et le triomphe spoliateur du capital. Dans cet agencement merveilleux de leviers et de moteurs, je ne vois pas un système qui n'ait coûté quarante ans de recherches et de travail à quelque savant méconnu qui mourut à la peine, traité de fou par les académies, et condamné à finir à Bicêtre, pour expier les torts de sa supériorité. Puis, quand à force de preuves et de persévérance de la part de l'inventeur, l'utilité de sa découverte a été patente pour tous, un homme est venu lourd d'écus, mais léger de science, qui s'est emparé du procédé par le droit du plus riche, et l'a fait fonctionner à son profit exclusif, dévoyant l'ancienne industrie, chassant les travailleurs de l'atelier qui leur avait fourni jusque-là le salaire. Et la machine inhumaine qui semblait avoir été créée pour alléger les fatigues de l'homme, a débuté par asservir plus étroitement que jamais le prolétaire et à le broyer sans pitié sous les roues de la concurrence anarchique... Et la misère et l'étiolement des classes laborieuses ont suivi une marche parallèle aux progrès de la mécanique, et les cités industrielles se sont métamorphosées peu à peu en pépinières de meurt de faim et de désespérés, où l'émeute, la prostitution et le vol ont élu domicile... Et les adorateurs de Mammon, pour justifier les méfaits du capital oppresseur, ont été obligés d'inventer la théorie imple de la légitimité de l'extermination du pauvre. Celui qui n'a pas d'argent, dit Malthus, est de trop sur la terre: qu'on l'en chasse pour obéir aux vœux de la nature. Et le capitaliste anglais s'est écrié dans le délire du triomphe: Enfin la mécanique a affranchi le capital de la tyrannie du travailleur! Le dieu des honnêtes gens soit béni!

Mécaniciens et fondeurs que ma franchise désole, quand la découverte et le perfectionnement d'une machine cesseront d'être pour le prolétaire des menaces d'affaiblissement et de mort: quand au lieu de créer pour le capitaliste qui seul peut l'acquiescer, une armée d'écrasement, la machine sera revenue à sa destination normale et fonctionnera pour la masse, alors je cesserai de la maudire, et je n'aurai plus comme le badaud parisien que de l'admiration pour vos œuvres, et je prendrai la harpe pour moduler vos louanges sur le mode ionien.

A votre tour, messieurs de la draperie, de la rouennerie, de la toile et de toutes les industries protégées. Approchez, Murets de l'Indre, Grandins de l'Eure, Gamin-Gridaines des Ardennes, Mineurs du septentrion; racontez-nous les richesses matérielles, le bien-être, les trésors de moralité que les industries du lin, du coton, de la laine ont répandus dans les cantons manufacturiers où vous réglez de par le capital. Un académicien moral et politique, le citoyen Blanqui, a déclaré naguère dans un rapport éloquent, mais mensonger sans doute, que ces cantons manufacturiers étaient les foyers de toutes les contagions physiques et morales. Vous avez la parole pour démentir les calomnies odieuses du citoyen Blanqui.

Est-il vrai que les malheureux tisserands qui fabriquent pour le riche ces étoffes de laine si lustrées, si soyeuses, si chaudes contre la dure saison soient en tout temps vêtus de guenilles? Est-il vra-

que ces guenilles soient l'uniforme obligé des ilotes attachés aux métiers de toutes vos industries? Est-il vrai que la prostitution et la mendicité, ces deux termes extrêmes de la dégradation humaine, n'offensent nulle part les regards par de plus affreux débordemens que chez vous. Répondez catégoriquement à ces accusations terribles, et ne laissez pas dire que dans ce beau pays de France, terre de la liberté et de l'égalité, quinze heures par jour d'un travail répugnant et mortel, ne donnent pas même à l'infortuné tisserand le moyen de racheter la plus minime partie des produits qu'il fabrique, le moyen de se vêtir. J'attends votre apologie, répondez.

Mais vous ne répondez pas. — Alors le citoyen Blanqui a dit vrai. Alors ces produits merveilleux que vos manufactures exposent à l'admiration publique, sont l'œuvre de forçats que la tyrannie du capital et de la concurrence a condamnés aux travaux forcés de la navette, travaux forcés qui ne garantissent pas le forçat contre la faim, sa fille contre la prostitution, son fils contre l'esclavage militaire qui est la prostitution masculine.

Manufacturiers de l'Eure, du Nord et des Ardennes, l'aspect de vos produits merveilleux me soulève le cœur. Vos étoffes sont tissées de la chair des travailleurs et lustrées de leurs larmes. Maudite soit l'industrie qui dégrade mon espèce et couvre mes épaules de vêtements d'innocuité!

Ici sont les éblouissants chefs-d'œuvre de l'industrie lyonnaise, les étoffes de soie sur lesquelles l'or se joue en d'élégants caprices, en de délicieuses arabesques dessinées par la main des fées! Ces écharpes flottantes aux mille et une couleurs, ces tissus satinés aux reflets séducteurs exhalent un poison subtil qui corrompt la conscience des vierges et s'insinue dans leur cœur par le chemin des yeux. Les élèves des fées qui exécutent avec tant d'art ces commandes du luze, qui préparent ces moyens de jouissance pour les heureux du jour, sont quelquefois obligés de se lever en armes pour demander du pain. Ils écrivent un jour sur le champ rouge d'un drapeau une devise fatale et sanglante : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant!* C'était pour rappeler aux riches et aux puissants la loi de solidarité qu'ils avaient oubliée; pour leur dire que le superflu est le vol du nécessaire. J'entends encore d'ici le bruit de la lutte furieuse. C'est peut-être ce souvenir qui me rend insensible aux beautés de l'exposition lyonnaise.

Voici des armes pour se tuer, des serrures de sûreté pour se protéger contre l'audace des voleurs. Charmante société que la nôtre, où chacun ne semble préoccupé que des moyens de se débarrasser de son semblable ou de se défendre contre lui. Armuriers et serruriers mécaniciens, j'admire les procédés merveilleux que la philanthropie vous a fait imaginer pour arriver à l'extermination de vos frères, mais je vous admirerais plus encore si vous m'apportiez au lieu d'une machine à tuer, une machine à faire vivre, au lieu d'un procédé mécanique pour déjouer la ruse des voleurs, un procédé social pour supprimer le vol. — Mais je suis un utopiste, un rêveur; laissez passer la mauvaise humeur de l'utopiste et mettez ses divagations sur le compte de la chaleur.

Maudite mauvaise humeur, qui ne se détend même pas au parfum des fleurs printannières, qui me laisse passer froid, impassible et morose devant les gradins élégants où s'étaient et se pavanent avec tant de grâce, les pivoines odorantes, les blanches azolées, autrefois mes amours. Pardon de mon oubli forcé, pétales embaumés, corolles virginales dont la conversation intéressante me consolait si souvent des folies de contemporains en colorant des teintes rosées de l'avenir les sombres mystères du présent. Pardon, car mon silence n'est pas né de l'ingratitude, et plus que jamais vos intérêts me sont chers. Mais comme je m'approchais de la galerie des plantes, la vue des arbres verts des frères Cels, m'a rappelé soudainement les magnifiques pins parasols de la villa Pamphili que les Barbares de mon pays ont coupés pour préparer les voies à la restauration du pape, ce fétiche couronné de la superstition catholique, et cette pensée a fait monter à mon front le rouge de la honte et m'a chassé loin de vous.

Enfin une idée sage s'est fait jour dans les conseils de l'administration supérieure. Il a été décidé cette fois que les produits de l'agriculture auraient place dans les galeries de l'exposition quinquennale. Voici pour la boucherie des animaux superbes, race bovine et ovine. L'éleveur français a emprunté à l'éleveur anglais quelques uns de ses procédés pour l'éducation du bétail. C'est très bien jusqu'ici, mais d'où vient que l'homme n'a pas encore songé à appliquer à l'amélioration de sa propre espèce les

procédés ingénieux qu'il applique à l'amélioration des espèces ovine et bovine! Je pense comme vous, Boileau,

Le plus sot animal, à mon avis c'est l'homme.

L'homme a découvert depuis des siècles le moyen d'engraisser les oies, les grives, les ortolans, les moutons et les bœufs. Les Romains, peuple de mangeurs, ont été jusqu'à donner en pâture aux murenes de leurs viviers la chair de leurs esclaves; mais aucune nation civilisée n'a poussé la philanthropie jusqu'à chercher les moyens d'engraisser l'homme. On a bien dépensé des centaines de millions pour obtenir par le croisement les meilleures races de coursiers, mais jamais l'idée n'est venue à un Bakewell quelconque d'arriver par le même procédé au perfectionnement de la beauté féminine. Stupide anomalie! Comme si la création d'une race de femmes modèles n'importait pas plus à la gloire et au bonheur de l'humanité que l'amélioration des bêtes!

J'en suis à regretter que l'Anglais n'aime pas le bifeck d'homme; car si l'Anglais aimait cette nature d'aliment, il est indubitable qu'il eût déjà créé pour les besoins de son estomac quelque race magnifique, à la chair translucide, aux formes dodues et rondes, exempte de tout vice et de toute tare et droite sur ses jambes. Malheureusement la beauté et la santé de l'espèce humaine ne répondent qu'aux seuls besoins du cœur, et alors l'Anglais n'a pu nourrir l'idée de généraliser le type supérieur de l'homme et de la femme. C'est triste pour l'Irlandais et le Saxon que leurs seigneurs et maîtres, trop fidèles à la religion de Malthus, laissent mourir fort maigres et même mourir de faim. Le bœuf est plus heureux que le prolétaire, en ce sens qu'après l'avoir fait labourer tout le temps de sa jeunesse, son propriétaire le récompense de ses peines, en l'engraisant dans l'âge mûr et en le conduisant à la mort par un sentier semé de fleurs. Au moins si le goût de l'anthropophagie prenait en Angleterre, pourrait-on espérer pour les serfs irlandais et saxons un sort semblable à celui du bœuf. Je sais bien que cet espoir philanthropique sera considéré par beaucoup de mes lecteurs comme le rêve d'une belle âme; mais pourvu que mes lectrices m'approuvent, le reste m'importe peu. L'idée de généraliser le type de la beauté féminine est aussi une idée folle, au dire des rachitiques; mais il n'en est pas moins vrai que c'est à l'école des fous que le monde a acquis le peu de sagesse qu'il possède. C'est Mirabeau qui a constaté le fait.

A propos de folie, un fou à qui l'humanité élèvera quelque jour des autels et qui avait longtemps observé avec inquiétude les dérangements de santé de la planète, prédit en 1822 la prochaine arrivée du choléra-morbus en Europe. Le choléra est venu. Fourier ajouta que cette peste de l'Inde ne se contenterait pas de faire une simple apparition dans cette contrée du monde, mais qu'elle s'y localiserait; que là elle contracterait mariage avec le typhus qui est la peste de l'Europe, et que de l'union des deux fléaux naîtrait un fléau enlémique. L'union a eu lieu et elle a engendré une fièvre typhoïde tout aussi cruelle que ses parents. Le prophète, en annonçant cette désolation à ses contemporains, leur avait en même temps enseigné les moyens de prévenir la catastrophe et d'extirper les quatre pestes des quatre parties du monde, par la mesure des quarantaines unitaires. Les médecins se sont fort amusés de la prophétie du bonhomme et de son procédé thérapeutique. Qui a ri le dernier?

J'aime à espérer que quand le choléra aura détruit quelques millions d'hommes de plus, les gouvernements éclairés par l'expérience aviseront à mettre à essai contre la peste la pratique des quarantaines unitaires, laquelle pratique pourrait être employée en même temps à l'extirpation de toutes les maladies contagieuses; partant, à la régénération de l'espèce humaine dont le sang est souillé de vices odieux.

En attendant, le choléra qui a épousé le typhus en Europe et qui en a plusieurs enfants, a traversé l'Atlantique pour nouer un nouvel hyménée avec la fièvre jaune. Les ravages qu'il exerce en ce moment dans l'Amérique du Nord surpassent en intensité ceux qui désolent la France. Et comme pour justifier la sagesse des nations qui prétend qu'un malheur n'arrive jamais seul, l'inondation et l'incendie s'en donnent à cœur joie contre l'infortunée République. Trois cent maisons de Saint-Louis de Missouri et vingt-sept bateaux à vapeur amarrés dans le port ont été le 17 mai la proie des flammes. Le 8 du même mois, le Mississippi menaçait de submerger la Nouvelle-Orléans, et ouvrait dans le

sein de la ville dont le niveau est inférieur à celui de ses eaux une tranchée immense contre laquelle tous les efforts de l'art semblaient vains. On s'attend d'un jour à l'autre à recevoir la nouvelle d'une effroyable catastrophe.

Et les sages continuent de rire, quand on leur affirme que la planète est plus sérieusement indisposée que jamais.

Si la planète n'est pas malade, comment expliquer la coïncidence de tant de fléaux et de tant de catastrophes, les débordements du Mississippi et les chaleurs caniculaires de la France! Comment expliquer surtout l'esprit de vestige universel qui frappe en ce moment tous les conseils des peuples civilisés et que je considère comme la réaction directe du dérangement de la planète sur le cerveau de ses habitants.

Caractériser-moi, s'il vous plaît, d'un autre nom que de celui de folie, l'équipée de ce gouvernement français qui s'est constitué en République, et qui se fait le porte-bannière de la coalition des rois contre la République romaine... qui, au lieu de profiter des soulèvements de la Pologne, de l'Italie, de la Hongrie, de l'Allemagne, pour donner à l'absolutisme le coup de grâce, attend stupidement que la coalition des despotes ait comprimé toutes ces insurrections partielles pour tomber sur la République française et l'immoler à ses ressentiments.

Ecoutez les discours de M. Léon Faucher à la tribune de la législative. Regardez voter la majorité de cette nouvelle chambre introuvable, légitimant avec amour les fraudes électorales, remettant leurs péchés à tous les fabricants de fausses nouvelles.

Je vous dis qu'ils sont tous possédés de manie furieuse.

Deux ou trois honorables qui avaient adhéré un peu trop largement à la politique impitoyable du général Cavaignac, éprouvaient depuis longtemps le besoin d'expier cette erreur; dans ce but, ils avaient présenté à leurs collègues une proposition d'amnistie s'étendant à tous les condamnés politiques depuis le 24 février. Or, la proposition a été repoussée dans tous les bureaux, et par quels représentants, s'il vous plaît, par les mêmes qui ont demandé le redressement de l'échafaud, par les blancs, par les fils de ceux que nos pères furent obligés de chasser de France, par ces incorrigibles que la triple expérience de 89, de 1830 et de 1848 ne détournera pas de leur sort. Pauvres fous, qui s'imaginent (tre un parti en France parce qu'ils sont trois ou quatre cents à la législative!

Le ministre de la guerre adresse à ses soldats une circulaire dans laquelle il leur enjoint d'être dévoués à M. Louis Napoléon. Je suis fâché d'être obligé d'en prévenir le général ministre, mais sa circulaire n'a pas le sens commun, et dénote un cerveau légèrement toqué; le dévouement ne se commande pas, mon brave; on l'obtient à l'aide de qualités supérieures, et non pas comme les culottes de peaux le supposent, avec une ration d'eau-de-vie.

Que vous semble du message du citoyen Louis-Napoléon Bonaparte, où il est question de volonté immuable?

Je dis que Sa Majesté Charles X et Sa Majesté Louis-Philippe ont payé précédemment très cher le tort d'avoir parlé ainsi, et qu'ils avaient cependant beaucoup plus de droits à l'indulgence publique qu'un simple président.

J'ajoute que nous savions tous aussi que les espérances qu'avait fait naître l'avènement du citoyen Louis Napoléon au pouvoir, ne s'étaient point encore réalisées, et qu'il était par conséquent inutile de nous rappeler la chose. Si cet avertissement n'est qu'une plaisanterie charmante de la part de notre facétieux consul, nous le prévenons charitablement qu'il fait un peu trop chaud pour avoir tant d'esprit.

Quelqu'un me demandait l'autre jour quel était en somme le plus stupide du fils infortuné du croisé qui ne se sert de ses mains que pour creuser sa fosse, ou du vilain qui prend un noble pour son représentant. J'ai opté pour le vilain. C'est qu'en effet, un peuple de travailleurs qui choisit pour fabriquer ses lois une assemblée de fainéants, mérite de manger du foin. Je ne suis pas poli, mais je suis franc, tel est mon caractère.

Dieu sauve Rome de l'invasion des barbares gaulois, et la France de la honte!

Il est dit que jamais la diplomatie française n'aura déployé plus de perfidie, n'aura recueilli plus de honte que dans cette misérable question de la restauration papale. Les hommes qui mènent cette intrigue, M. de Falloux, M. Thiers et un autre, ont commencé par tromper l'Assemblée nationale sur le caractère de l'expédition, par détourner l'expédition de son but, par violer odieusement l'article 5 de la Constitution, qui fait un devoir à la France du respect des nationalités. Ils auront abouti en fin de compte à déshonorer la révolution de Février et à compromettre la République française vis-à-vis de tous les peuples qui avaient droit de compter sur les sympathies de la France, à défaut de son concours. M. de Falloux, le ministre dirigeant d'aujourd'hui, nous aura montré ce que c'était qu'un jésuite, qu'un prêtre, travaillant dans l'intérêt des prêtres.

Les bruits les plus alarmants et les plus contradictoires circulent, depuis deux jours à Paris, sur cette affaire de Rome. Les uns disent que nos troupes ont éprouvé un second échec, plus terrible et plus meurtrier que le premier; d'autres affirment que nos troupes seraient entrées dans la ville, après dix heures d'une lutte acharnée et sanglante. L'anxiété publique est au comble.

M. de Lesseps avait été envoyé en qualité de commissaire extraordinaire à Rome, pour traiter de la paix. M. de Lesseps avait conclu avec la République romaine, un traité qui garantissait à Rome la protection des armes françaises. Mais M. le général Oudinot avait reçu du même ministre qui avait accrédité M. de Lesseps à Rome, des instructions tout-à-fait opposées à celles du plénipotentiaire de la paix. Non seulement le général a refusé de reconnaître le traité conclu par le diplomate, mais il a outragé personnellement celui-ci, qui s'est hâté de revenir en France pour soumettre son traité à la ratification de l'Assemblée. A son arrivée à Antibes, M. de Lesseps a transmis au ministère la nouvelle de son débarquement, annonçant qu'il était porteur du traité.

Le ministre dirigeant a reçu la dépêche, mais il a agi comme si cette dépêche ne lui était pas parvenue; il a envoyé immédiatement à son général l'ordre d'attaquer Rome, et ce n'est qu'après avoir expédié cette dernière instruction à son féal Oudinot, qu'il a avoué avoir reçu la dépêche de M. de Lesseps qui ne lui était parvenue que trop tard.

Une explication sur cette intrigue diplomatique en partie double avait été demandée par M. Ledru-Rollin au ministère. Les interpellations devaient avoir lieu jeudi dernier. Une indisposition subite a retenu chez lui l'orateur de la Montagne; et les explications ont été ajournées à lundi. Mais, en dépit de l'ajournement, les quelques observations adressées par M. Emmanuel Arago au président du conseil, et la triste réponse faite à ses paroles par le ministre, ont suffi pour jeter sur l'affaire ténébreuse un jour inattendu. Il ressort jusqu'ici des explications de M. Barrot que l'honorable personnage s'est chargé de jouer comme toujours le rôle de niais dans le nouveau mélodrame de MM. de Falloux et de Thiers; mais cette révélation n'a rien appris de neuf au pays.

Le pays a besoin d'en savoir plus. Il faut qu'on lui dise si le gouvernement actuel de la France est avec la sainte-alliance des rois contre la sainte-alliance des peuples; et si la trahison est prouvée, il faut qu'il punisse les traîtres.

Un membre de la Constituante romaine nous écrit à la date du 31 mai :

« Votre gouvernement veut décidément que Rome soit occupée par le corps expéditionnaire, coûte que coûte. Le peuple romain tout entier est décidé à mourir plutôt que de souffrir une telle violation, et nous mourrons tous, parce qu'il nous est impossible de résister à la fois aux attaques d'ennemis aussi nombreux et si bien constitués. Mais la France se couvrira de honte si elle permet à un Oudinot d'étouffer ainsi dans le sang d'une population amie ce principe sacré de la liberté des peuples, que vos révolutions ont si hautement proclamé et que nous avons si bien accueilli et défendu par les armes.

» Quel manège d'inertie paralyse donc la généreuse et noble France, et permet à ses gouvernants de souiller ainsi impunément son histoire par de

telles violations du droit des gens, par de tels démentis à ses principes républicains, par de telles perfidies, par de telles lâchetés !... »

LA MISÈRE EN IRLANDE.

« On continue à recevoir à Dublin les nouvelles, les plus déchirantes des provinces. Dans quelques comtés, on voit des familles entières mourantes sur les grandes routes. Ici, une mère pleure sur les restes de son enfant; plus loin, une fille porte au cimetière de la paroisse le cadavre de sa mère privé de cercueil et même de linceul. Des villages entiers ont été abandonnés. Les fermiers quittent, par troupes, cette terre inhospitalière, sur laquelle la malédiction du Tout-Puissant paraît s'être appesantie. De son côté, le révérend docteur Hale vient d'adresser, à ce sujet, une lettre à la reine Victoria. Cette lettre, dans laquelle il peint, sous les couleurs les plus sombres, les misères des habitants du comté d'Armagh, contient le passage suivant : « Si le ministère persiste à ne point nous venir en aide, nous supplions V. M. de renvoyer des hommes impuissants pour faire le bien, et d'appeler dans vos conseils des hommes craignant Dieu, aimant la vérité, des hommes, enfin, qui détestent l'avarice, et qui soient capables d'adoucir l'horreur de nos souffrances. »

DES POTISME OU SOCIALISME.

Nous annonçons aujourd'hui une courte brochure (1) de notre ami E. Pompery. Mince de volume, légère de prix, elle est pleine de bonnes grosses vérités sur la grande question de notre temps. Le monde appartiendra-t-il au despotisme ou au socialisme ? Serons-nous Cosaques ou Républicains ?

L'auteur de *Despotisme ou Socialisme* démontre nettement qu'il n'y a pas de milieu possible entre ces deux termes. Il faut croire que Dieu est bon, qu'il a fait l'homme sociable et pour vivre dans la paix et la fraternité, au moyen du travail conforme à la nature humaine, spontanément accepté par chacun et donnant pour résultat la richesse générale, le développement complet de l'individu.

Où bien il faut demeurer sous le poids de cette croyance : le monde est un lieu d'expiation, une vallée de larmes; à quoi bon s'occuper de cette vie périssable lorsque le ciel ou l'enfer nous attend, lorsqu'il est dit qu'il y aura peu d'élus. Il faut se résigner, accepter les arrêts de la providence, prier et faire l'aumône.

Notre ami, E. Pompery, s'est donné la mission d'exposer cette thèse sous une forme nette, rapide, irrefutable. Le lecteur sera de notre avis et trouvera le but atteint.

Une association vient de se former sous le titre d'*Association fraternelle des bouchers réunis*. L'ouverture a eu lieu barrière des Trois-Couronnes, 10, à Belleville, jeudi dernier, 7 juin.

— Les ouvriers terrassiers, chefs d'ateliers et maçons du département de la Meuse ont l'intention de former une association pour entreprendre les travaux qui, sous peu de jours, doivent être mis en adjudication dans ce département. Ils ont aussi l'intention de fonder un journal qui représenterait leurs intérêts. Par une lettre adressée au rédacteur du *Journal de la Meuse*, ils annoncent qu'ils vont adresser une demande au ministre des travaux publics pour qu'il leur soit donné un bon conducteur de travaux. Leur choix serait fixé à l'avance sur M. Taton, conducteur à Loxeville.

— Messieurs les artistes littérateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, architectes, archéologues, musiciens et acteurs français et étrangers sont prévenus que le 1^{er} juillet 1849, il sera ouvert à Paris, un congrès universel dont le but est de faire éclore une association internationale d'artistes de toute nation et de toute spécialité. Ceux qui voudraient en faire partie sont priés d'envoyer

crire au cercle de l'Union des Arts, passage Jouffroy, 16, boulevard Montmartre : affranchir.

Le 16 juin, il sera élu un comité provisoire chargé des dispositions préparatoires du congrès.

CONGRÈS CENTRAL D'AGRICULTURE.

Le Congrès central d'agriculture a ouvert, le lundi 4 juin, sa session de 1849. Le ministre de l'intérieur a mis à sa disposition la salle où siégeait la chambre des pairs au Luxembourg.

M. Dupin aîné, président du bureau provisoire, a été maintenu comme président définitif par 70 voix sur 82.

Ont été nommés vice-présidents : MM. Darblay, de Vogué, Raudot, de Kergorlay et G. de Rumilly.

Afin que les représentants du peuple qui sont aussi membres du Congrès puissent remplir leur double mission, il a été décidé que les séances du Congrès auraient lieu de huit heures du matin à midi.

Parmi les questions que le Congrès se propose de discuter, nous avons remarqué les suivantes :

- Question des sucres,
- Des forêts,
- Des assurances générales,
- De l'organisation des chambres consultatives de l'agriculture,
- De l'instruction agricole,
- De la mise en valeur des terres incultes,
- Du crédit foncier.

— L'exposition des produits de l'industrie a été ouverte lundi à midi, selon l'annonce qui en avait été faite. Les exposants sont tellement nombreux cette année, que près de 1.200 industriels n'ont pu trouver place dans les vastes bâtiments du carré Marigny.

Le public a montré peu d'empressement à assister à cette inauguration. La cause en est à la chaleur étouffante de l'atmosphère, et aussi à la négligence des exposants, dont la plupart n'ont pas encore débarrassé leurs produits.

Une salle fait exception et mérite une mention particulière : c'est celle des machines, qui, presque toutes, sont admirables et rivalisent pour le fini de l'exécution avec ce que l'Angleterre fabrique de plus beau.

Les quatre galeries du levant sont occupées par les écuries, boiserie, instruments aratoires, cheminées, fourneaux, pompes, mécaniques et objets de fonderies.

Les tissus de toute espèce, les dentelles, soieries, étoffes, toiles, stores, etc., occupent la galerie longitudinale du Nord.

Au centre, dans une grande cour à galeries couvertes sont les fleurs et arbustes naturels, les instruments et ornements de jardinage.

Dans les trois galeries transversales de l'ouest sont les vitraux de couleurs, les lustres, les bronzes, les orgues, les pianos, les armes de luxe, les instruments de précision, les télescopes, les lampes, les instruments de musique à cordes et à vent, etc.

La galerie longitudinale du midi est occupée par les papiers peints, les glaces, porcelaines, cristaux, fayences, meubles précieux et ouvrages, ornements d'appartements, billards, objets divers, la typographie, etc.

L'ardoiserie, la tuilerie, la briqueterie, les ponts en fer, les bascules, les plaques tournantes pour chemin de fer, les pavillons de treillages, les modèles de rails-ways, etc., sont relégués à l'intérieur, du côté du nord.

CE QUE DEVIENNENT LES VÉTÉRANS DU TRAVAIL.

Sous ce titre : *Encore une des célébrités industrielles de Saint-Étienne à l'hôpital*, le *Journal de Montbrison* publie une lettre d'un de ses correspondants qui a trouvé, par hasard, à l'hôtel-Dieu de Saint-Étienne, Bragis, mécanicien célèbre dans l'histoire des perfectionnements de l'industrie rubannière.

« Ce vénérable vieillard, pour ne pas perdre l'habitude du travail, était occupé à dédoubler et à ajuster sur des roquetins quelques morceaux de soie de diverses couleurs enroulés sur un grand cylindre au tambour vertical placé sur sa gauche; tra-

(1) A la librairie phalanstérienne. Prix : 10 cent.

vail sur lequel il pouvait arriver à gagner 6 à 7 c. par jour.

» Je n'essaierai pas de rendre ma surprise et de peindre les sensations pénibles que j'éprouvai à la vue d'un homme dont toute la vie avait été si utilement employée à tout ce qui pouvait favoriser le perfectionnement d'une des principales branches de commerce et d'industrie manufacturières de l'arrondissement de Saint-Etienne, et placé dans des conditions si défavorables, je dirai plus, si humiliantes, non-seulement pour lui, mais encore pour les fabricants qui semblent avoir oublié ou peu apprécié ses travaux...

» ...L'infatigable Burgein est parvenu à ouvrir une nouvelle carrière, une carrière immense à l'exploitation de la fabrique de rubans.

» Je dis l'exploitation, car la plupart des fabricants qui l'ont exploitée y ont fait des fortunes plus ou moins colossales, tandis que la plupart des ouvriers et des mécaniciens qui, comme Burgein, par leur génie et leurs efforts, ont amené cette fabrication au point où elle est aujourd'hui, comme Burgein, sont dans la misère, et comme lui réduits à venir mourir dans un hospice.

» L'homme qui, pendant plus d'un demi siècle, a travaillé avec persévérance et avec succès pour les autres, mais sans avantage pour lui, est aujourd'hui confondu et ignoré au milieu des pauvres d'une des cités les plus commerçantes, les plus industrielles et les plus opulentes de la France. Quelle honte pour le régime industriel actuel qui favorise si peu le génie et le travail !.... »

— L'exécution des grands travaux qui ont pour objet l'isolement absolu de l'Hôtel-de-Ville de Paris, dont nous avons parlé précédemment, va être entreprise d'urgence par les ordres du préfet de la Seine. Le projet de ces travaux est aujourd'hui soumis à l'examen du conseil des bâtiments civils.

— Il y a en ce moment plus de 10,000 ouvriers employés pour le compte de la ville de Paris pour la construction ou la réparation des édifices et monuments appartenant à la ville de Paris.

— Le 29 mai, trois voitures publiques, contenant 72 détenus des pontons sur rade, sont parties pour Morlaix, sous l'escorte de la gendarmerie. Ces hommes ont dû être embarqués le 30, à 9 heures du matin, sur un des bateaux à vapeur faisant le service de Morlaix au Havre; ils seront, de ce dernier port, dirigés sur Paris par le chemin de fer.

Chaque semaine aura lieu l'élargissement d'un certain nombre de détenus.

— Avant 1819, on n'avait point constaté officiellement le nombre des enfants trouvés. En 1784, Necker l'avait porté à 40,000 en 1811, on l'évaluait à 69,000; il ne faut pas oublier qu'alors la France comprenait 130 départements et une population d'à-peu-près 40 millions d'âmes. En 1819, le nombre des enfants trouvés âgés de moins de 12 ans, était de 99,346; en 1825, de 117,315; en 1830, de 118,073; en 1833, de 129,699; en 1838, le chiffre des enfants trouvés était redescendu à 95,624. Depuis lors, il est resté à peu près stationnaire.

La dépense que supporte l'Etat en mois de nourriture et de pension s'est élevée, en 1845, à 6,673,018 francs. C'est, à peu de chose près, le même chiffre depuis dix ans.

— Les dames de Paris, dont la charité ingénieuse et infatigable n'a jamais laissé échapper l'occasion d'accroître les ressources des pauvres, ont sollicité et obtenu de M. le ministre du commerce l'autorisation de faire elles-mêmes chaque jour, aux portes de l'exposition des produits de l'industrie nationale, une quête en faveur des ouvriers et ouvrières sans travail, des enfants délaissés ou orphelins, des misères qui se cachent et de toutes les autres infortunes, au soulagement desquelles elles elles consacrent habituellement leurs soins.

— Les prisons du département de la Seine renfermaient au 3 mai 5,325 individus, dont 4,999 civils et 326 militaires, qui se trouvent ainsi répartis : au dépôt de la Préfecture de police, 115 hommes et 34 femmes, total, 149; à la prison de la Force, 636; à Sainte-Pélagie, 523; aux Madelonnettes, 343; à la maison de justice et d'arrêt, Conciergerie, 89 hommes et 49 femmes, total, 108; au dépôt des condamnés, Grande-Roquette, 405; à

Saint-Lazare, 1^{re} section (prévenus et condamnés), 472 femmes; 2^e section (filles publiques), 363; 3^e section (jeunes détenues), 118, total, 953 femmes; à la maison d'éducation correctionnelle des jeunes garçons, Petite-Roquette, 429; à la Maison d'arrêt pour dette, 54 hommes et 3 femmes; à la maison de répression de Saint-Denis, 287 hommes et 209 femmes, total, 496; au dépôt de mendicité de Villers-Cotterets, 499 hommes et 323 femmes, total 822; au dépôt de sûreté de Saint-Denis, 2; à la prison pour la correction paternelle des jeunes garçons, 42; au couvent de la Madeleine, correction paternelle des filles, 34; prisons militaires; à la maison de justice, rue du Cherche-Midi, 140; à l'Abbaye, 83; au fort de Vanves, 103. Total général des prévenus ou condamnés: 5,325.

Au 30 avril dernier, on comptait, sans y comprendre les militaires, 5,230 détenus, c'est donc une diminution de 250 détenus qui porte principalement sur les dépôts de mendicité de Saint-Denis, Villers-Cotterets et la prison de Saint-Lazare. La maison pour dettes, rue de Clichy, a vu le nombre de ses locataires augmenter dans le courant du mois de 30 hommes et d'une femme.

— *Socialisme appliqué au crédit, au commerce, à la production, à la consommation*, par François Coignet, manufacturier, auteur de la *Réforme du Crédit et du Commerce*, à la librairie phalanstérienne, 25, quai Voltaire. Prix: 25 c.

— A la Propagande démocratique et socialiste, rue des Bons-Enfants.

Pour paraître le 1^{er} juin prochain, l'*Histoire de la conspiration de Babaruf*, par Buonaratti.

Cet ouvrage, en deux parties, réimprimé avec soin, formera un seul volume de 432 pages, grand in-18 anglais; il sera vendu par livraison.

Il y aura 12 livraisons, qui paraîtront chaque jeudi de la semaine.

Prix: 20 c. la livraison pour Paris; 25 c. la livraison pour les départements; 2 fr. 40 c., ouvrage complet pour Paris; 3 fr., ouvrage complet pour les départements.

Envoyer un mandat sur Paris au nom citoyen Ballard.

A dater du 23 juin 1849, le *Journal de la Vraie République* paraîtra sous ce titre:

LE VRAI REPUBLICAIN.

Cette modification a été adoptée à l'unanimité par la presse démocratique, pour mettre fin à une contestation purement commerciale entre les citoyens Barest et Dumont, rédacteur en chef et gérant de la *République*, d'une part et les citoyens Thoré et Berjeau, rédacteur en chef et gérant du *Journal de la Vraie République*, d'autre part; en outre, pour prévenir toute confusion du public entre ces deux journaux.

Sous un nouveau titre, le JOURNAL DE LA VRAIE RÉPUBLIQUE conservera son caractère, ses rédacteurs, ses administrateurs actuels, la ligne politique qu'il a toujours suivie. En un mot, il n'y a que le titre de changé.

L'association des ouvriers papetiers, fondée depuis le mois d'août 1848, et dont le siège était établi rue du Grand-Prieuré, 10, vient de transférer ses ateliers et ses magasins rue Montmorency, 1, au premier.

On y trouve un assortiment complet de registres et de fournitures de bureaux à l'usage des administrations de chemins de fer, maisons de banque, roulage, maisons de commerce, etc. Vente en gros et en détail.

Cours normal gratuit en faveur des institutrices.

Le premier jeudi de juin, le directeur de l'Athénée populaire ouvrira un nouveau cours normal gratuit pour la préparation des institutrices aux examens de la Sorbonne et de l'Hôtel-de-Ville. Ce cours, pour lequel il n'y a à payer aucune espèce de rétribution, comprend les quatre objets essentiels des examens: *Grammaire française, Composition en français, Arithmétique, Dessin linéaire*. S'adresser, pour les renseignements, au secrétaire de l'Athénée populaire, rue Saint-Jacques, 212.

— Tous les mardis et vendredis, à 8 heures précises du soir, salle de la Fraternité, rue Martel,

Conférence sur l'histoire du Socialisme, par Jules Lechevalier. Examen comparé des théories et sectes diverses du Socialisme en France depuis 1793. Les discussions politiques sont interdites. Les femmes sont admises.

— L'idée sociale compte un organe de plus: le *Délégué du Luxembourg*. Ce journal, rédigé par le citoyen Gautier, rendra, nous en sommes sûrs, d'éminents services aux travailleurs. Aux idées de désordre qu'on leur prête, aux calomnies dont les socialistes sont chaque jour l'objet, il est bien de répondre par des faits, en prouvant que l'émancipation du prolétariat n'a pour ennemis que les égoïstes ou les aveugles. Nous pensons que tous les ouvriers encourageront cette publication destinée à défendre consciencieusement leurs intérêts.

Le *Délégué du Luxembourg* se trouve à la Propagande démocratique et sociale, rue des Bons-Enfants, 1, et chez tous les marchands de journaux.

— *De la tolérance politique*, par Alfred Michiels, broch. in-8°, chez tous les libraires.

— *HISTOIRE PHILOSOPHIQUE DU CRÉDIT*, par V. Avril. 1^{er} vol. in-8°. Chez Guillaumin.

— *LETTRE SUR LE SOCIALISME*, par Théophile Blin.

— *DESPOTISME DU SOCIALISME*, par Ed. de Pompery. 10 centimes. A la librairie phalanstérienne.

L'ESPRIT DES BÊTES, VENERIE FRANÇAISE ET ZOOLOGIE PASSIONNELLE, par Alph. Toussenel. Un vol. in-8°. Prix: 8 francs.

HISTOIRE DU TRAVAIL ET DES TRAVAILLEURS EN FRANCE, par Vincard aîné. 2 vol. in-8°. Prix: 8 francs.

LE SOCIALISME DEVANT LE VIEUX MONDE, OU LE VIVANT DEVANT LES MORTS, par V. Considérant, représentant du peuple, suivi de JÉSUS-CHRIST DEVANT LES CONSEILS DE GUERRE, par Victor Meunier. Un vol. in-8°. Prix: 2 fr.

Le citoyen Malardier, instituteur, vient de publier, sous le titre: *Le guide du peuple dans les élections*, une petite brochure destinée principalement à éclairer les paysans sur la valeur des idées sociales. Le *Guide du peuple dans les élections* se trouve à la *Propagande démocratique et sociale*, rue des Bons-Enfants, 1. Prix: 10 centimes.

APPEL AUX HONNÊTES GENS. Quelques pages d'histoire contemporaine, par Louis Blanc, représentant du peuple. Prix: 1 franc. Au bureau central, 8, rue et place Favart.

L'Europe révolutionnaire, par Ivan Golovine, 1 vol. in-18. 3 fr. 50. Chez Capelle, rue des Grès, n° 10.

DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES, OU DE LA JUSTICE DISTRIBUTIVE EN ÉCONOMIE SOCIALE, ouvrage contenant l'examen critique des différentes théories qui ont été exposées, soit par les économistes, soit par les socialistes, par François Vidal. Un vol. in-8° de 500 pages. Prix: 7 fr. 50.

VIVRE EN TRAVAILLANT! PROJETS, VOIES ET MOYENS DE RÉFORMES SOCIALES, par François Vidal. Un vol. in-18. Prix: 3 fr. 50.

LES JUIFS ROIS DE L'ÉPOQUE, HISTOIRE DE LA FÉODALITÉ FINANCIÈRE, par Alph. Toussenel. 2 vol. in-8°. Prix: 10 fr.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.